

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 22 novembre 2011

Adresse postale

Services de l'Etat en Vaucluse
DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique

DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
Cité administrative
Bâtiment 1 porte B
84000 AVIGNON

- Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement.
Extension d'activités. (article R.512-31, code de l'environnement).
- Exploitant :** Société NATUREX, Pôle technologique Agroparc – 250, rue Pierre Bayle
Montfavet - Avignon.
(P2 – N° GIDIC : 064-486).
- Référence :** Transmission de la Préfecture de Vaucluse du 25 mars 2011.
- P.J. :** 1 projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

RÉSUMÉ

La société Naturex a été autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 02 septembre 1999 puis par arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 décembre 2003 et du 14 avril 2008 à exploiter une usine de fabrication d'ingrédients naturels (arômes et colorants) pour les industries alimentaires et nutraceutiques à Avignon.

L'activité du site en croissance depuis plusieurs années nécessite d'agrandir les locaux afin d'augmenter la capacité de stockage, de conditionnement liquides et de préparation des commandes.

Par ailleurs cette extension est l'opportunité, pour l'entreprise, de regrouper sur le site de production des bureaux situés aussi sur la zone d'Agroparc. De nouveaux bureaux doivent être construits à cet effet.

Deux points ont fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'inspection des installations classées. L'un concerne le volet eaux résiduaires, l'autre, l'aspect risque (incendie et explosion).

Les eaux résiduaires

La société NATUREX, dans sa demande initiale de janvier 2011, souhaitait porter la concentration en DCO de 1.500 mg/l à 2.000 mg/l alors que :

- Les pointes existantes peuvent, aujourd'hui, atteindre 6.000 mg/l,*
- L'extension induit une augmentation de la charge polluante estimée à 40 %.*

L'inspection des installations classées a demandé à la société de revoir la conception de sa station d'épuration actuelle.

A la suite :

- d'une réunion qui s'est tenue le 18 janvier 2011 à la DDPP en présence de la DREAL PACA, de la DDT, de l'ARS, du SNRS ;*
- des compléments d'informations demandés par la DREAL PACA - UT 84 le 17 février 2011.*

La direction NATUREX s'est engagée sur la construction d'un étage biologique en complément de l'étage physico chimique existant. Un dossier modifié a été transmis par la société NATUREX à monsieur le préfet de Vaucluse le 4 mars 2011, complété le 24 avril 2011, puis le 29 juillet 2011.

L'exploitant s'engage sur le respect du maintien du flux et de la concentration en DCO autorisés par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2008 (soit 1.500 mg/l et 300 kg/j). L'exploitant souhaite une modification du flux de MES rejeté (120 kg/j pour 60 kg/j autorisés dans l'arrêté préfectoral du 14 avril 2008).

La commande de la station d'épuration a été passée le 4 novembre 2011. Le coût total est de 1,4 millions d'euros (dont 730 000 € pour la station proprement dit, le reste étant lié au génie civil).

Une convention de rejet entre NATUREX, la communauté de l'agglomération du Grand Avignon et la Société Avignonnaise des Eaux (SAE) est en cours de signature sur la base des ces valeurs de rejets.

Le risque (incendie et explosion)

L'inspection des Installations Classées a souhaité que l'étude de dangers, qui a été réalisée à notre demande, identifie les potentiels de dangers et localise les enjeux internes et externes susceptibles d'être impactés par des phénomènes dangereux se produisant sur le site, y compris sur les installations existantes.

Pour l'existant, il en ressort que l'étude de dangers fait apparaître des risques qu'il convient de limiter en particulier sur les installations suivantes :

- ➔ l'extracteur à fond filtrant, localisé dans l'atelier ADF, génère une distance d'effets de surpression de 50 mbar atteignant le chemin des Broquetons (lieu fréquenté par les cyclistes et les promeneurs). Nous proposons donc que l'exploitant fasse réaliser, dans un délai de 3 mois par un cabinet d'étude spécialisé soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées, une étude de dangers complémentaire afin de déterminer les actions à mettre en œuvre afin de limiter les zones d'effet des installations existantes à l'intérieur du site. Nous proposons enfin que*

la mise en œuvre effective consécutive aux éléments de l'étude demandée ci-dessus soit être réalisée dans un délai de 6 mois.

- ➔ *Le flux thermique résultant d'un incendie de l'entrepôt B atteint le chemin des Broquetons (coté ferme des Broquetons).*

La société a fait réaliser, à notre demande, une étude par le cabinet ANTEA concernant les moyens à mettre en œuvre pour réduire les zones d'effet. Cette étude préconise un écran coupe-feu de 10,5 mètres de hauteur et d'une largeur de 5,5 mètres afin de circonscrire l'effet d'un flux thermique résultant d'un incendie de 8,5 m³ de liquides inflammables à l'intérieur de l'établissement.

La modalisation réalisée selon les guides INERIS (détermination des vitesses de combustion et l'énergie émise au niveau des flammes) sur la base de cette hypothèse montre que les zones de dangers restent limitées à l'intérieur de la société.

L'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux pour la fin de l'année 2011.

Nous proposons par ailleurs la mise en place d'une installation de détection d'incendie dans le local « cuves » (cuves qui contiennent des liquides inflammables) dans l'atelier ADF.

Nous proposons également que les dispositifs d'extinction manuelle d'incendie existants (local ADF, entrepôts A, B et C) fassent l'objet d'un traitement particulier par la société en particulier. Il est nécessaire qu'un personnel qualifié soit présent 24h sur 24 et capable de manier ces installations dont les modalités de manœuvre doivent être décrites dans les procédures internes et figurer dans le POI.

Pour la partie nouvelle, l'implantation et la nature des installations sont de nature à limiter les effets à l'intérieur de l'établissement. L'entrepôt D sera doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie secouru.

Outre des échéances rappelées dans le projet de prescriptions ci-joint que l'exploitant devra respecter, un accent doit être porté sur la prévention du risque accidentel et sur les moyens d'extinction d'un incendie qui doivent être justifiés.

Le présent rapport a pour objet de :

- présenter les modifications apportées aux installations ;*
- proposer au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques un projet d'arrêté préfectoral complémentaire visant à réglementer l'ensemble des installations et activités modifiées sur le site industriel de la société Naturex tout en limitant l'impact de l'extension sur l'environnement et en améliorant l'existant.*

I. Présentation de la demande

La société NATUREX a été autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 02 septembre 1999 puis par arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 décembre 2003 et du 14 avril 2008 à exploiter une usine de fabrication d'ingrédients naturels (arômes et colorants) pour les industries alimentaires et nutraceutiques à Avignon.

L'activité du site en croissance depuis plusieurs années nécessite, selon la société, d'agrandir les locaux afin d'augmenter la capacité de stockage, de conditionnement liquides et de préparation des commandes mais aussi de regrouper l'ensemble des bureaux du groupe sur les lieux de production.

La société NATUREX a donc transmis à Monsieur le Préfet de Vaucluse le 10 janvier 2011 un dossier de modification de ses installations en vue d'étendre ses activités industrielles à l'arrière de ses bâtiments existants.

La société a sollicité à ce titre, une dérogation afin de maintenir son outil épuratoire existant à savoir un prétraitement des eaux résiduaires suivi d'un étage physico-chimique avant rejet dans le réseau d'assainissement communal.

L'insuffisance du dossier que nous avons constatée a conduit l'exploitant à compléter notablement son dossier et à transmettre de nouveaux éléments à monsieur le préfet de Vaucluse le 4 mars 2011, complété le 24 avril 2011, puis le 29 juillet 2011.

II. Nature des modifications

Le classement des installations classées pour la protection de l'environnement exploitées sur le site industriel n'introduit pas de nouvelles rubriques soumises à autorisation, ni le transfert d'un régime de la déclaration à celui de l'autorisation.

En résumé, les augmentations d'activité de l'usine ne modifient pas de manière substantielle le classement ICPE du site.

II-1 Extension

L'extension doit accueillir les installations nouvelles suivantes :

- une salle de formulation « liquides »,
- quatre salles de conditionnement « liquides »,
- six salles de préparation de commandes ainsi qu'une zone de shopping
- une chambre froide (d'une hauteur de 7 mètres),
- un entrepôt D destiné au stockage de matières premières et intermédiaires,
- des locaux de stockage de produits intermédiaires,
- une aire de nettoyage d'instruments (dit « NEP »)
- 160 bureaux permettant d'accueillir l'ensemble des salariés et d'anticiper les futurs recrutements,
- une nouvelle zone de stockage de déchets,
- des locaux techniques,
- un nouveau parking,
- un parc à déchets, (le parc à déchets existant est déplacé dans la partie nouvelle),
- un nouveau bassin d'eaux pluviales/eaux extinction d'incendie,

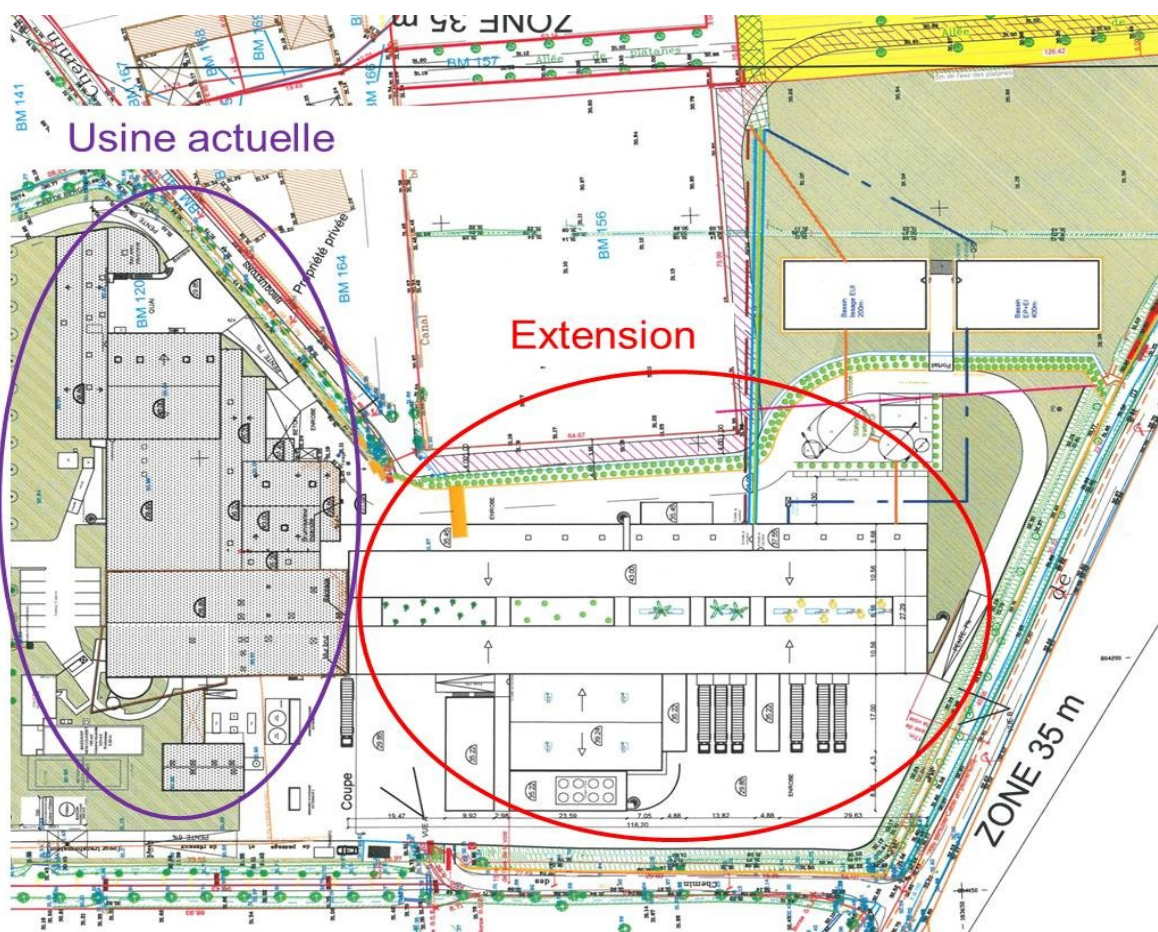
- un étage d'épuration biologique destiné à compléter l'outil épuratoire actuel qui sera déplacé sur les terrains de l'extension (à savoir un poste dégrillage et de décantation/dégraissage),
- un piézomètre implanté en amont du site (dit P0').

NB : L'ancien piézomètre sera rebouché selon les règles de l'Art édictées à l'article 9.1.3 du projet de prescriptions ci-joint.

II.2 Installations restant dans les locaux existants

- les laboratoires R & D,
- les chambres froides n° 1 (produits non inflammables) et n° 2 (produits inflammables et non inflammables),
- la salle de formulation liquide,
- l'atelier poudre avec ses deux petites tours d'atomisation,
- l'atelier anhydro, (et sa tour d'atomisation),
- l'atelier ADF qui comprend un process d'extraction par solvant et des colonnes de rectification,
- les bassins de rétention des eaux de ruissellement,
- les entrepôts A, B, C,
- l'atelier de broyage de plantes,
- le local technique incendie,
- les piézomètres pour surveiller la qualité des eaux souterraines (à l'exclusion du piézomètre PO),
- les parkings et l'aire d'attente pour les camions.

Le plan ci-après localise les installations existantes et le projet d'extension.



III. Tableau de classement des activités

Le tableau ci-après résume le positionnement de l'ensemble (existant + extension) :

Rubrique	Activité	Régime*	Quantité / volume	Observations
1131.1	Emploi ou stockage de substances et de préparations toxiques solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 5 t mais inférieure ou égale à 50 t .	NC	4,5 t	Dans tous les entrepôts
1131.2.c	Emploi ou stockage de substances et de préparations toxiques liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 t, mais inférieure ou égale à 10 t	D	9,5 t	Produits stockés dans la nouvelle chambre froide et l'entrepôt de l'extension chambre froide de l'entrepôt B
1175.2	Emploi de liquides organohalogénés pour la mise en solution, l'extraction. La quantité de liquides organohalogénés étant supérieure à 200 l, mais inférieure ou égale à 1.500 l	D	< 1.500 litres	(inchangé)
1433.B.a	Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables. La quantité totale équivalente de la catégorie de référence (coefficient 1 visé à la rubrique 1430) susceptible d'être présente étant supérieure à 10 t.	A	15 t	(inchangé)
1433.A.b	Installations de simple mélange à froid de liquides inflammables. La quantité totale équivalente de la catégorie de référence (coefficient 1 visé à la rubrique 1430) susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 tonnes.	DC	19 t	(inchangé)
1434.1.b	Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables. Chargement de véhicules citernes, remplissage de récipients mobiles. Le débit maximum équivalent étant supérieur ou égal à 1 m³/h mais inférieur à 20 m³/h.	DC	18 m³/h	(inchangé)

1510.3	Stockage de matières combustibles en entrepôts couverts (en quantité supérieure à 500 t). Le volume des entrepôts étant supérieur à 5.000 m ³ mais inférieur à 50.000 m ³ .	DC	14.022 m ³ et 1015 t	Entrepôt A : 2.630 m ³ et 150 t Entrepôt B : 6.350 m ³ et 360 t Entrepôt C : 1.500 m ³ et 285 t Nouvel entrepôt D : 2.268 m ³ pour une capacité de 95 t Shipping : 1.274 m ³ pour une capacité de 125 t
1511	Entrepôt frigorifique à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la nomenclature, le volume étant supérieur ou égal à 5.000 m ³ mais inférieur à 50.000 m ³ (DC)	NC	3868 m ³	Volume avant extension : 1.600 m ³ Volume de la nouvelle chambre froide : 2.268 m ³
1532	Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1.000 m ³ et inférieur ou égal à 20.000 m ³	NC	130 m ³	900 palettes
2220.2	Préparations de produits alimentaires d'origine végétale par déshydratation, la quantité de produit entrant étant supérieure à 2 t/j mais inférieure à 10 t/j.	DC	7,04 t/j	3 tours d'atomisation (inchangé)
2910 A.2	Installation de combustion lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls, ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW.	DC	4,8 MW	Chaudière actuelle : 1,8 MW Future chaudière : 3 MW
2915.2	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l.	NC	200 l	1 fondoir à bain d'huile (de 200 l) chauffé à 200°C avec un point éclair supérieur à 200°C (inchangé)
2920.2.b	Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW.	NC	779 kW	Installation de nouveaux groupes froids électriques à compression

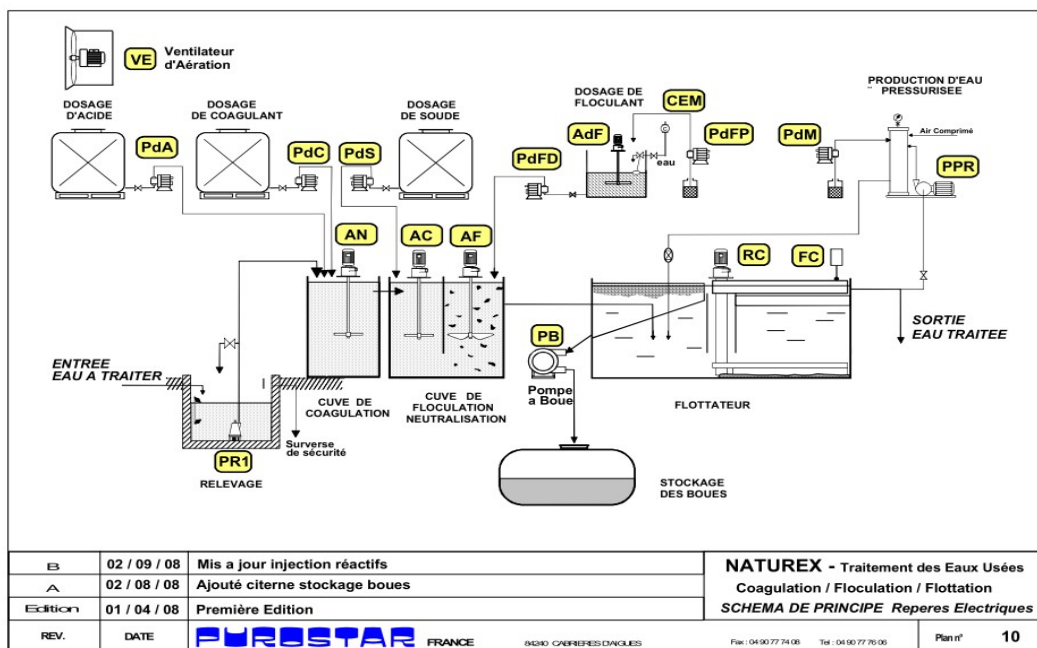
2921.2	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air lorsque l'installation est du type "circuit primaire fermé"	D	2.115 KW	2 tours à circuit primaire fermé (inchangé)
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximum étant supérieure à 50 kW	NC	45 KW	Construction d'un second atelier de charge

A : Autorisation - D : Déclaration - DC : déclaration soumis à contrôle périodique prévu à l'article L.512-11 du code de environnement - NC : non classé

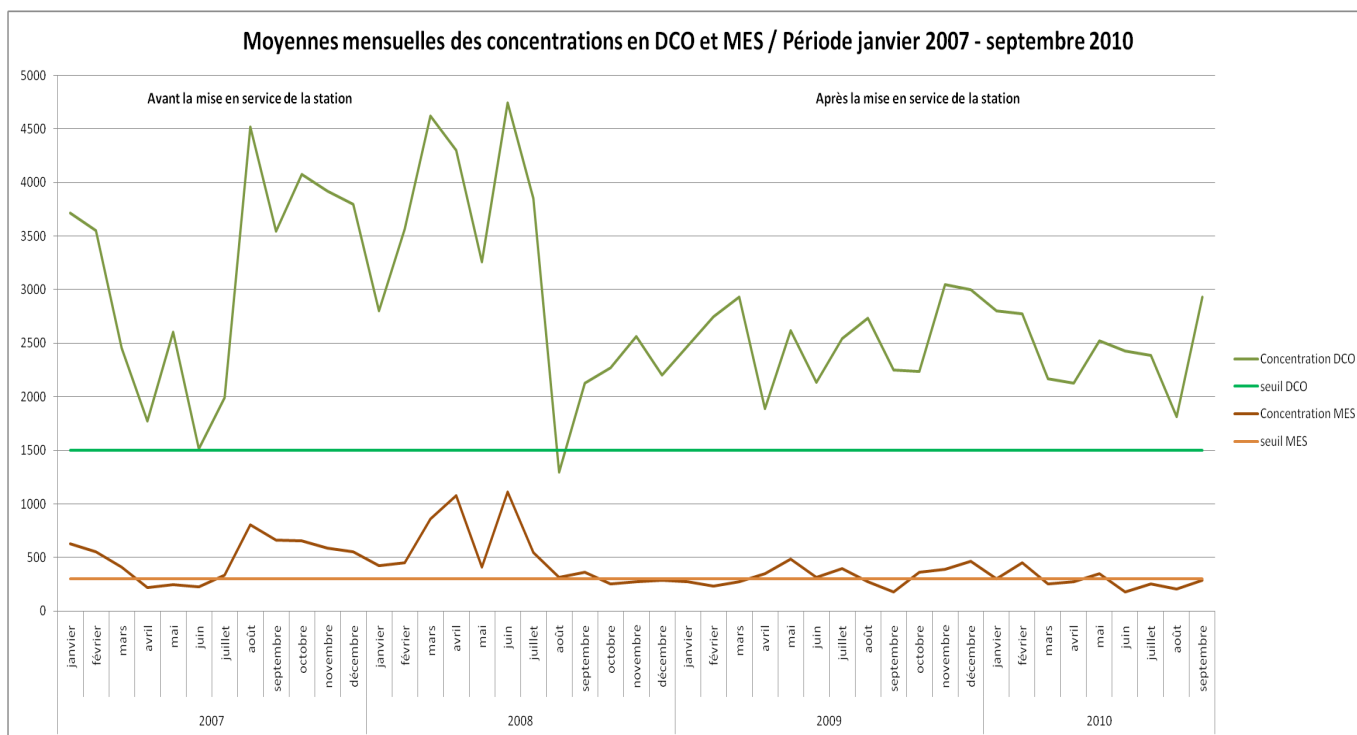
IV. Modifications des impacts et dangers générés par l'activité

IV.1 Les eaux résiduaires

L'entreprise rejette ses eaux industrielles dans le réseau de la commune d'Avignon après un prétraitement (de type dégrillage, déboureur) et un étage physico-chimique décrit comme suit :



Le bilan des analyses et leur évolution dans le temps ont montré une difficulté à respecter les termes du dernier arrêté préfectoral du 14 avril 2008 pour ce qui concerne notamment la demande chimique en oxygène.



La société, dans sa demande initiale de janvier 2011, a souhaité porter la concentration de ses rejets industriels en DCO de 1.500 mg/l à 2.000 mg/l alors que les pointes de pollution peuvent atteindre aujourd'hui 6.000 mg/l.

Le graphique présente ci-dessus les concentrations en MES (rouge), en DCO (vert) et les seuils autorisés sur 4 années consécutives.

On constate que :

- les variations sont identiques pour les MES et pour la DCO (avec une beaucoup plus faible amplitude pour les MES),
- les valeurs en DCO sont systématiquement dépassées depuis 4 ans alors que ce graphique ne concerne bien évidemment que l'activité actuelle.

Toutefois à partir de septembre 2008, on note une baisse sensible de la pollution émise même si elle reste au-dessus des normes imposées.

L'extension induisant une augmentation significative de la charge polluante estimée à 40 %, l'inspection a demandé à la société de revoir la conception de sa station actuelle.

Les dispositions présentées par NATUREX en mars 2011 comprendront désormais, outre l'étage physico-chimique, un étage biologique permettant de traiter la charge qui sera produite.

Malgré l'augmentation significative de la charge polluante, l'exploitant s'engage à respecter les valeurs limites de rejets fixées dans l'arrêté préfectoral du 14 avril 2008 (DCO : 1.500 mg/l et 300kg/j) hormis pour les MES dont le flux sera porté de 60 kg/j à 120 kg/j au maximum.

La commande de la station d'épuration a été passée le 4 novembre 2011. Le coût total est de **1,4 millions d'euros** (dont 730 000 € pour la station proprement dite, le reste étant lié au génie civil).

Il est à noter que la convention de rejet des eaux résiduaires dans le réseau collectif est en cours de signature entre le gestionnaire du réseau d'assainissement du Grand Avignon et NATUREX.

Pour ce qui concerne la présence éventuelle de toxiques dans l'eau, la société étant soumise aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 06 juin 2011 concernant la recherche de substances dangereuses dans les eaux résiduaires (RSDE), nous proposons d'attendre que les résultats de la fin de la campagne préliminaire basée sur au moins 6 mesures soit disponible avant de réglementer spécifiquement ces micro-polluants.

IV.2 Les eaux pluviales

Les surfaces imperméabilisées augmentant, un nouveau bassin tampon est prévu avec mise en place d'un débourbeur séparateur d'hydrocarbures. Le dimensionnement de cette installation a été conçu selon la doctrine de la Mission Inter Service Eau. Les rejets sont également réglementés.

C'est au total une capacité totale de 1.020 m³ qui est prévue pour recevoir les eaux pluviales (surdimensionnement) mais également les eaux d'extinction d'un incendie.

IV.3 Risque incendie

Par courrier du 1^{er} juillet 2011 le Service Départemental d'Incendie et de Secours a émis des recommandations et en particulier les suivantes :

- réaliser des mesures pour vérifier les débits qui peuvent être fournis de façon simultanée par tous les poteaux d'incendie ;
- fournir des plans et documents afin que la mise à jour de la répertoriation de l'établissement (ETARE) soit effectuée.

Les recommandations émises par les services d'incendie sont reprises dans le projet ci-joint.

IV.4 Zones d'effet

L'inspection des Installations Classées a souhaité que l'étude de dangers identifie les potentiels de dangers et localise les enjeux internes et externes susceptibles d'être impactés par des phénomènes dangereux se produisant sur le site, y compris sur les installations existantes.

Pour l'existant, il en ressort que l'étude de dangers que nous avons fait réaliser fait apparaître des risques qu'il convient de limiter en particulier sur les installations suivantes :

- ➔ l'extracteur à fond filtrant, localisé dans l'atelier ADF, génère une distance d'effets de surpression de 50 mbar atteignant le chemin des Broquetons (lieu fréquenté par les cyclistes et les promeneurs).

Nous proposons donc que l'exploitant fasse réaliser, dans un délai de 3 mois par un cabinet d'étude spécialisé soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées, une étude de danger complémentaire afin de déterminer les actions à mettre en œuvre afin de limiter les zones d'effet des installations existantes à l'intérieur du site sans que ceux-ci ne soient l'objet d'effets dominos rémanents. Nous proposons enfin que la mise en œuvre effective consécutive aux éléments de l'étude demandée ci-dessus soit être réalisée dans un délai de 6 mois.

- ➔ le local « cuves » localisé dans l'atelier ADF (cuves qui contiennent des liquides inflammables) présente un risque d'incendie. Nous proposons la mise en place d'une installation de détection d'incendie dans ce local.

Par ailleurs, lors de notre inspection du site le 24 mars 2011, nous avons constaté que l'entrepôt B, situé à proximité d'une habitation (la ferme des Broquetons), contenait un stockage de liquides inflammables (huiles essentielles) alors que cette activité n'était pas autorisée par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2008.

Un arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter l'article 8.2.2 du-dit arrêté a été pris le 25 mai 2011.

L'étude de dangers a montré qu'un incendie de l'entrepôt B pourrait atteindre le chemin des Broquetons (coté ferme des Broquetons).

La société a fait réaliser, à notre demande, une étude par le cabinet ANTEA concernant les moyens à mettre en œuvre pour réduire les zones d'effet. Cette étude préconise un écran coupe-feu de 10,5 mètres de hauteur et d'une largeur de 5,5 mètres afin de circonscrire l'effet d'un flux thermique résultant d'un incendie de 8,5 m³ de liquides inflammables à l'intérieur de l'établissement.

La modalisation réalisée selon les guides INERIS (détermination des vitesses de combustion et l'énergie émise au niveau des flammes) sur la base de cette hypothèse montre que les zones de dangers restent limitées à l'intérieur de la société.

Nous proposons donc qu'un stockage limité à 8,5 m³ d'huiles essentielles soit effectué dans cet entrepôt sous réserve d'un traitement des structures comme évoqué ci-dessus. L'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux pour la fin de l'année 2011

Enfin, nous avons constaté que les installations existantes sont dotés de dispositifs d'extinction manuelle d'incendie (par brumisation). Il nous paraît donc nécessaire qu'un personnel qualifié soit présent 24 h sur 24 et capable de manier ces installations dont les modalités de manœuvre doivent être décrites dans les procédures internes et figurer dans le POI.

V. Avis de l'Inspection

Compte tenu des modifications significatives apportées par le demandeur sur ce projet, nous émettons un avis favorable sur ce dossier global qui concerne l'extension mais également l'existant.

Nous proposons par ailleurs que l'échéancier de réalisation ci-après et qui figure dans le projet de prescriptions ci-joint soit imposé à la société NATUREX.

ARTICLE	OBJET	DELAI
3.2.6	Plan de gestion des solvants	annuel
6.4	Relevés de niveaux de bruits	31/12/ 2014 puis tous les 3 ans
7.2.2.4	Partie existante : remise d'une étude de dangers concernant l'extracteur à fond filtrant situé dans le local ADF en vue de limiter les zones d'effet à l'intérieur de l'établissement	3 mois
7.2.2.5	Mise en œuvre des moyens proposés dans l'étude précédente	6 mois
7.3.3.2	Vérification des installations électriques	Annuelle
7.3.3.3	Pour l'extension : Justification que les installations de lutte contre l'incendie et en particulier les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont dotés d'équipements électriques secourus en cas de rupture d'alimentation d'énergie motrice	6 mois

7.6.8	Partie existante : les systèmes d'extinction d'incendie par brumisation de l'atelier ADF et des entrepôts A, B et C visés aux paragraphes 7.6.5 et 8.3.2.1 doivent faire l'objet d'une procédure décrivant la mise en œuvre du dispositif qui doit être manœuvrable en cas de besoin 24 h sur 24	un mois
7.3.4.1	Extension : Mise en place de la protection contre la foudre	3 mois après réception des travaux
7.3.4.2	Partie existante : remise de l'analyse du risque foudre et l'étude technique Mise en conformité	6 mois un an
7.6.1	Transmission des éléments au service d'incendie et de secours afin de répertorier l'établissement	2 mois
7.6.2	Vérification et maintenance du matériel	annuelle
7.6.5	Justificatifs de la suffisance des besoins en eau incendie	3 mois
7.7.6.2	POI remis à jour	quinquennal
7.7.6.3	Exercice incendie	annuel
8.2.1	Justification de la suffisance de la surface des événements d'explosion.	3 mois
8.3.2.2	Mise en place d'un dispositif de détection d'incendie dans le local cuves de l'atelier ADF	3 mois
9.1.3	Prélèvement et analyse des eaux de forage	semestriel
9.1.5	Suivi des déchets	trimestriel
9.2.1	Bilan environnemental	annuel

VI Conclusion

Nous proposons qu'une suite favorable soit donnée à ce dossier après consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire (application de l'article R.512-31 du code de l'environnement) est annexé au présent rapport.

Nous proposons d'adresser le présent rapport à Monsieur le Préfet de Vaucluse, Direction Départementale de la Protection des Populations, Service prévention des risques techniques, comme suite à sa transmission visée en référence.

L'inspecteur des installations classées,

Vu et transmis avec avis conforme,
Pour le directeur et par délégation,
Le Chef de l'unité territoriale de Vaucluse,